



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 janvier 2014  
Français  
Original : anglais

## Soixante-huitième session

Point 151 de l'ordre du jour

### Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

## Budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats prévus .....	5
A. Vue d'ensemble .....	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui à la Force .....	5
C. Coopération entre les missions de la région .....	7
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats .....	8
II. Ressources financières .....	19
A. Vue d'ensemble .....	19
B. Contributions non budgétisées .....	20
C. Gains d'efficacité .....	21
D. Taux de vacance de postes .....	21
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome .	21
F. Formation .....	22
III. Analyse des variations .....	23
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre .....	26



Annexes

I. Définitions .....	27
II. Organigrammes .....	29
Carte .....	31

## Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, dont le montant s'élève à 56 124 600 dollars compte tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 1 068 300 dollars.

Ce budget couvre le déploiement de 860 membres des contingents, 69 membres de la Police des Nations Unies, 37 agents recrutés sur le plan international et 113 agents recrutés sur le plan national.

Au cours de l'exercice budgétaire, la Force continuera d'exécuter son mandat consistant à maintenir la stabilité dans la zone tampon et faciliter le retour à une situation normale. Elle fournira également un appui technique, administratif et logistique à la mission de bons offices du Secrétaire général dans le cadre des négociations politiques en cours pour le règlement de la question chypriote.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 et l'objectif de la Force est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composantes affaires politiques et civiles, militaire, Police des Nations Unies et appui). Les effectifs de la Force ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Force.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Force.

### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie de personnel	Dépenses <sup>a</sup> (2012/13)	Montant alloué <sup>a</sup> (2013/14)	Dépenses prévues (2014/15)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	22 756,1	23 811,5	23 058,2	(753,3)	(3,2)
Personnel civil	14 465,7	14 847,6	15 603,1	755,5	5,1
Dépenses opérationnelles	16 871,4	16 716,9	17 463,3	746,4	4,5
<b>Montant brut</b>	<b>54 093,2</b>	<b>55 376,0</b>	<b>56 124,6</b>	<b>748,6</b>	<b>1,4</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	2 226,7	2 234,8	2 376,4	141,6	6,3
<b>Total net</b>	<b>51 866,5</b>	<b>53 141,2</b>	<b>53 748,2</b>	<b>607,0</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	999,2	1 228,3	1 068,3	(160,0)	(13,0)
<b>Total</b>	<b>55 092,4</b>	<b>56 604,3</b>	<b>57 192,9</b>	<b>588,6</b>	<b>1,0</b>

<sup>a</sup> Tient compte du transfert des ressources prévues pour le personnel fourni par les gouvernements de la rubrique des dépenses opérationnelles à la rubrique des dépenses au titre du personnel civil, ainsi que du transfert des ressources prévues pour le soutien logistique autonome des agents en tenue de la rubrique des dépenses opérationnelles à la rubrique des dépenses au titre des militaires et du personnel de police.

**Ressources humaines<sup>a</sup>**

	<i>Contingents</i>	<i>Police des Nations Unies</i>	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>
<b>Direction exécutive et administration</b>					
Effectif approuvé 2013/14	–	–	3	–	<b>3</b>
Effectif proposé 2014/15	–	–	3	–	<b>3</b>
<b>Composantes</b>					
Affaires politiques et civiles					
Effectif approuvé 2013/14	–	7	10	13	<b>30</b>
Effectif proposé 2014/15	–	–	10	13	<b>23</b>
Contingents					
Effectif approuvé 2013/14	834	–	2	2	<b>838</b>
Effectif proposé 2014/15	834	–	2	2	<b>838</b>
Police des Nations Unies					
Effectif approuvé 2013/14	–	62	1	1	<b>64</b>
Effectif proposé 2014/15	–	69	1	1	<b>71</b>
Appui					
Effectif approuvé 2013/14	26	–	22	96	<b>144</b>
Effectif proposé 2014/15	26	–	21	97	<b>144</b>
<b>Total</b>					
Effectif approuvé 2013/14	860	69	38	112	1 079
Effectif proposé 2014/15	860	69	37	113	1 079
<b>Variation nette</b>	–	–	(1)	1	–

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé ou proposé.

<sup>b</sup> Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées à la section IV du présent rapport.

## **I. Mandat et résultats prévus**

### **A. Vue d'ensemble**

1. Le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 186 (1964). Sa plus récente prorogation a été autorisée dans la résolution 2114 (2013) du Conseil.
2. La Force a pour mandat d'aider le Conseil à réaliser un objectif général, à savoir assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à une situation normale.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la Force contribuera à un certain nombre de réalisations escomptées au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits recensés dans les tableaux ventilés par composante (affaires politiques et affaires civiles, militaire, Police des Nations Unies et appui) ci-après.
4. Les réalisations escomptées doivent permettre d'atteindre, au terme du mandat de la Force, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, et les indicateurs de succès doivent servir à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Force ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Force.
5. Le quartier général de la Force et le poste de commandement du secteur 2 se trouvent à Nicosie, tout comme le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission. Les postes de commandement des secteurs 1 et 4 sont respectivement à Skouriotissa et Famagouste. La Force fournit un appui administratif, logistique et technique au personnel des services opérationnels, aux contingents et aux forces de police des Nations Unies déployés dans ses principaux postes de commandement de secteur, ainsi qu'au personnel militaire déployé dans les 11 bases de patrouille et 9 postes d'observation permanents.

### **B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui à la Force**

6. Les hypothèses budgétaires pour l'exercice 2014/15 ont été calculées en supposant que la Force conserverait ses effectifs actuels de militaires et de policiers. La Force continuera de s'employer à instaurer des conditions propices au règlement global du problème de Chypre. Pour ce faire, elle continuera de faciliter le règlement des litiges d'ordres divers entre les deux communautés, de promouvoir le dialogue et la coopération grâce à des activités bicommunautaires, et d'appuyer l'ouverture de nouveaux points de passage ainsi que d'autres mesures de confiance, telles que les opérations de déminage et l'apaisement des tensions militaires. En même temps qu'elle s'efforcera de favoriser le retour à des conditions de vie normales, la Force continuera de prendre les mesures contre l'utilisation non autorisée de la zone tampon et de fournir une aide humanitaire aux membres des deux communautés, selon leurs besoins.
7. Par ailleurs, la Force secondera la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de mission, qui est la principale conseillère et l'adjointe du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser un véritable processus de négociation entre les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs. Elle apportera un soutien technique, administratif et logistique

au Conseiller spécial du Secrétaire général, ainsi qu'en termes de communication, notamment en apportant son concours aux réunions des commissions techniques, groupes de travail et groupes d'experts bicommunautaires, qui examinent les questions d'intérêt commun, ainsi qu'à l'application de toutes mesures convenues par les parties. À cette fin, elle continuera de désigner des spécialistes (affaires politiques, affaires civiles, information publique) et du personnel de police pour faciliter et appuyer les missions de bons offices, selon que de besoin.

8. La composante appui continuera de fournir les services logistiques et administratifs et les services de sécurité nécessaires à la Force dans l'exécution de son mandat. À cette fin, les hypothèses principales sur lesquelles reposeront les opérations et plans de la Force pendant l'exercice 2014/15 sont formulées en fonction des ressources dont elle a besoin pour exécuter son mandat, tout en prenant des initiatives visant à accroître l'efficacité quand cela est possible. Le projet triennal de conservation de l'énergie et de l'eau mis en œuvre de l'exercice 2011/12 à l'exercice 2013/14 a permis d'atténuer les effets de la hausse des coûts de l'électricité. Le projet consistait, entre autres mesures, à isoler des bâtiments, installer des panneaux solaires pour chauffer l'eau et restructurer les systèmes de distribution d'eau. Étant donné les résultats favorables du projet, le budget proposé pour l'exercice 2014/15 prévoit l'acquisition d'appareils de mesure (minuteries automatiques et autres appareils de contrôle) afin de pouvoir réaliser plus de mesures en temps réel sur place et de permettre aux utilisateurs des équipements de participer, en étant mieux informés, à la conservation de l'énergie.

9. À la suite de la réduction des effectifs de la Force de 1 230 à 860 militaires du contingent pendant l'exercice 2005/06, un certain nombre de miradors ont été fermés. À l'issue de l'évaluation récente de tous les miradors de la zone tampon, la Force a décidé de remettre en état et rouvrir 10 miradors où seront postés des gardes à temps partiel afin d'assurer une surveillance suffisante à des points stratégiques le long de la zone tampon et de mieux connaître la situation dans les zones de plus en plus contestées par un camp ou les deux. Par conséquent, le budget proposé pour 2014/15 prévoit les travaux de construction correspondants ainsi que le matériel et les fournitures nécessaires à la réouverture des miradors et à la mise en poste des gardes. Le budget proposé prévoit également des travaux de construction et le matériel nécessaire aux réparations des structures locales dangereuses qui compromettent la sécurité du personnel de la Force en patrouille dans la zone tampon.

10. Pendant la période estivale, la Force a fait face, au cours de ses opérations dans la zone tampon à des incendies fréquents qui ont exigé le remplacement de son matériel anti-incendie. Le budget proposé pour 2014/15 prévoit par conséquent le lancement d'un programme applicable à l'ensemble de la Force visant à mettre à niveau les normes de sécurité anti-incendie et à les harmoniser avec celles du pays hôte. Il est prévu également de moderniser le système de télévision en circuit fermé installé en 2005/06 et qui a dépassé sa durée de vie économique.

11. Au titre des initiatives de gain d'efficacité, des meilleures pratiques et de la révision des priorités budgétaires, le budget proposé pour 2014/15 prévoit l'installation d'appareils de mesure sur les sites de la Force afin de faciliter la conservation de l'énergie. En ce qui concerne l'informatique, le budget proposé pour 2014/15 prévoit le remplacement de 60 ordinateurs de bureau par des dispositifs de bureau virtuel qui permettront de rendre plus efficaces la gestion des applications centrales, la normalisation des profils d'utilisateur ainsi que la

sauvegarde et la remise en route en cas de panne matérielle. Pendant l'exercice 2014/15, la Force prolongera, dans la mesure du possible, la durée de vie du matériel au-delà de sa vie utile normale, dans différents domaines, notamment les installations et infrastructures, les communications et l'informatique. Des gains d'efficacité ont aussi été prévus en raison de la meilleure programmation des transports pour le personnel militaire.

12. Le budget proposé pour l'exercice 2014/15 tient compte des observations et recommandations des organes délibérants et des orientations décidées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions. À cette fin, les aptitudes d'encadrement et de gestion des hauts responsables seront renforcées, au moyen de divers programmes de formation internes et externes, en vue d'améliorer l'administration des effectifs de la Force. Dans cet objectif et conformément aux orientations données par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions à l'ensemble du personnel de l'ONU, l'animateur de la formation en fonction au Centre intégré de formation du personnel des missions apportera son concours aux stages de formation nécessaires au personnel militaire, policier et civil. En outre, les membres du personnel seront encouragés à exploiter davantage les possibilités de formation à progression autorégulée, en ligne et à distance, dans toutes les activités correspondant à des modules de formation, et la politique relative à la formation des formateurs sera pleinement appliquée. En collaboration avec le Département de l'appui aux missions, la Force continuera de surveiller la progression de la mise en place des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et de prendre les mesures propres à garantir le bon déploiement des trois phases d'Umoja et l'adaptation correspondante des domaines de travail concernés. Pendant l'exercice 2014/15, la Force absorbera les coûts indirects de l'appui à la mise en place d'Umoja et d'autres systèmes informatiques. Des précisions seront fournies à ce sujet dans le rapport d'ensemble du Secrétaire général sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Dans la poursuite de ses initiatives de gain d'efficacité, elle se concentrera sur le renforcement de la coopération régionale, le cas échéant, avec les missions déployées à proximité, notamment pour ce qui a trait à la mise en service d'Umoja dans les missions, aux services des technologies de l'information et des communications, aux conseils en matière de VIH/sida et aux questions de déontologie et de discipline.

### **C. Coopération entre les missions de la région**

13. La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeurera la zone de sécurité désignée pour toutes les missions des Nations Unies dans la région, ainsi que le lieu d'affectation administratif pour les entités des Nations Unies opérant au Yémen et en République arabe syrienne. À ce titre, elle continuera d'entretenir des liens de coopération étroits avec les autres missions déployées dans la région, dont la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. La Force continuera de participer à la conférence régionale des commandants des forces. Elle continuera également d'apporter son appui au Comité des personnes disparues à Chypre et à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre.

14. La Force continuera de compter sur le concours de la FINUL, notamment pour ce qui touche à sa participation au Service régional des technologies de l'information et des communications, qui vise à réaliser des économies d'échelle dans la prestation de services de communications et d'informatique à la FNUOD, la FINUL, l'ONUST et l'UNFICYP. Elle demandera en outre au besoin des conseils à la FINUL dans le cadre des initiatives de coopération régionale entre missions géographiquement rapprochées.

## D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

15. Pour simplifier la présentation des changements proposés au titre des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I.A au présent rapport.

### Direction exécutive et administration

16. La direction et l'administration générales de la mission sont assurées par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général.

Tableau 1

#### Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
<b>Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général/Chef de la mission</b>									
Postes approuvés 2013/14	1	–	–	1	1	<b>3</b>	–	–	<b>3</b>
Postes proposés 2014/15	1	–	–	1	1	<b>3</b>	–	–	<b>3</b>
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–

### Composante 1 : affaires politiques et affaires civiles

17. Conformément à son mandat, la Force facilite le règlement de divers litiges entre les deux communautés et favorise le dialogue et la coopération en menant des activités bicommunautaires et en prenant d'autres mesures de confiance, comme l'ouverture de points de passage supplémentaires dans la zone tampon. En outre, elle contribuera aux efforts visant à promouvoir le retour à des conditions de vie normales dans la zone tampon, tout en s'employant à prévenir les activités non autorisées dans cette zone, et fournira une aide humanitaire aux membres des deux communautés, selon les besoins. La création de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national pendant l'exercice 2013/14 a permis à la Force d'être mieux à même de communiquer avec les notables locaux en vue de faciliter des contacts réguliers entre les deux communautés et de résoudre les problèmes quotidiens au plus près des populations. En application de l'approche intégrée adoptée par le Secrétaire général pour sa mission de bons offices et la Force, celle-ci continuera d'aider la Représentante spéciale du Secrétaire général/Chef de la mission, qui est la principale conseillère et l'adjointe du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser un véritable processus de



négociation entre les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs et leurs représentants. Pour ce faire, le Bureau de la Représentante spéciale continuera de collaborer avec les parties et la communauté internationale et de coordonner l'élaboration de plans d'action en prévision du règlement de la question de Chypre, conformément aux dispositions de la résolution 2114 (2013) du Conseil de sécurité. En outre, il continuera à travailler en bonne coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies. La Force continuera d'appuyer le processus de paix en apportant son concours aux réunions des commissions techniques bicommunautaires, qui examinent les mesures de confiance visant à améliorer la vie quotidienne des Chypriotes, et en contribuant à l'application des décisions de ces commissions. Elle fournira son assistance à la mission de bons offices du Secrétaire général, notamment sur les questions politiques et celles touchant au maintien de la paix, ainsi qu'en matière d'information et d'appui logistique et administratif.

---

*Réalisations escomptées*
*Indicateurs de succès*


---

### 1.1 Amélioration des rapports entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque

1.1.1 Poursuite des projets techniques conjoints, des manifestations publiques et culturelles, des réunions politiques et économiques et d'autres activités connexes organisées avec le concours de la Force, qui contribuent à améliorer les relations intercommunautaires (2012/13 : 229; 2013/14 : 280; 2014/15 : 280)

1.1.2 Prévention ou règlement de tout incident lié à des activités civiles pouvant donner lieu à des tensions entre les deux parties, avec le concours de la Force ou grâce à son intervention directe

1.1.3 Amélioration de la connaissance du public au sujet de la Force et de sa contribution à la création de conditions propices à la recherche d'une solution politique

---

*Produits*

- Activités régulières d'appui à la négociation sous les auspices du Secrétaire général, dans le cadre de sa mission de bons offices, avec notamment la mise en œuvre de mesures de confiance, telles que l'ouverture éventuelle de points de passage supplémentaires, et appui à l'application des décisions des commissions techniques
  - Liaison hebdomadaire avec les autorités compétentes, les partis politiques et les représentants de la société civile des communautés chypriotes, ainsi qu'avec la communauté diplomatique et les donateurs en vue de faciliter les contacts intercommunautaires et les activités communes pour prévenir ou régler les litiges susceptibles de donner lieu à des tensions et de renforcer la confiance entre les communautés
  - Application d'une stratégie d'information et de communication, dans le cadre de l'action menée pour améliorer les relations entre les communautés, promouvoir le rôle de la société civile et appuyer la mission de bons offices, comprenant notamment la production de 360 dossiers de presse et de 120 revues et points de presse, la traduction de 4 600 dossiers de presse, la production de 1 000 notes d'information et l'organisation de rencontres hebdomadaires entre le Conseiller spécial et la Représentante spéciale et la presse lors des réunions avec les dirigeants
-

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Progrès dans la normalisation des conditions de vie dans la zone tampon, dans le nord pour les Chypriotes grecs et les maronites et dans le sud pour les Chypriotes turcs	<p>1.2.1 Poursuite des activités civiles dans la zone tampon, y compris les projets agricoles, les projets de construction d'immeubles commerciaux et résidentiels, et les projets de réparation et d'entretien d'infrastructures appuyés par la Force (2012/13 : 60; 2013/14 : 75; 2014/15 : 75)</p> <p>1.2.2 Règlement de toutes les questions soulevées par les communautés minoritaires de l'une et l'autre parties</p>

*Produits*

- Coopération quotidienne avec les autorités aux fins du règlement de problèmes rencontrés par les deux communautés dans les domaines éducatif, culturel, religieux ou autres
- Visites hebdomadaires à caractère humanitaire auprès des Chypriotes grecs et des maronites de la zone nord (2 ou 3 visites par semaine)
- Réunions bimestrielles avec les autorités compétentes pour régler les questions liées au logement, à l'aide sociale, à l'éducation et à l'emploi, les questions juridiques et autres questions concernant les Chypriotes turcs de la zone sud
- Réunions quotidiennes avec les autorités locales et la population civile destinées à promouvoir le respect des procédures de la Force concernant l'utilisation civile de la zone tampon
- Visites mensuelles de lieux de détention et autres procédures judiciaires connexes visant à assurer le suivi, des deux côtés de l'île, du bien-être et de la situation (concernant notamment la non-discrimination) des prisonniers et détenus appartenant à un groupe minoritaire, et la fourniture d'une escorte pour les visites familiales, si nécessaire
- Facilitation, grâce aux contacts avec les autorités compétentes et des groupes de la société civile des deux côtés, de pèlerinages et autres manifestations religieuses ou culturelles dans des lieux situés des deux côtés de l'île ou dans la zone tampon, y compris la fourniture d'une escorte, si nécessaire
- Fourniture de conseils d'ordre juridique sur des questions touchant l'exécution du mandat de la Force, telles que la gestion des droits de propriété et les activités civiles dans la zone tampon

*Facteurs externes* : Les deux parties coopèrent à la création de conditions permettant l'amélioration des relations; l'ensemble du personnel de la Force peut circuler librement.

Tableau 2

**Ressources humaines : composante 1 (affaires politiques et affaires civiles)**

<i>Catégorie</i>	<b>Total</b>
<i>I. Contingents</i>	–
<i>II. Police des Nations Unies</i>	
Effectif approuvé 2013/14	7
Effectif proposé 2014/15	–
<b>Variation nette</b>	<b>(7)</b>

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	
III. Personnel civil	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		Total
Bureau du Conseiller principal								
Postes approuvés 2013/14	–	1	2	–	1	4	–	4
Postes proposés 2014/15	–	1	2	–	1	4	–	4
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des affaires civiles								
Postes approuvés 2013/14	–	–	2	1	1	4	10	14
Postes proposés 2014/15	–	–	2	1	1	4	10	14
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Section de l'information								
Postes approuvés 2013/14	–	–	1	1	–	2	3	5
Postes proposés 2014/15	–	–	1	1	–	2	3	5
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel, personnel civil								
Postes approuvés 2013/14	–	1	5	2	2	10	13	23
Postes proposés 2014/15	–	1	5	2	2	10	13	23
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (I à III)								
Effectif approuvé 2013/14								30
Effectif proposé 2014/15								23
Variation nette								(7)

<sup>a</sup> Administrateurs et agents des services généraux.

18. L'appui fourni par les sept membres de la Police des Nations Unies relevant de cette composante consistait principalement à surveiller les points de passage qui avaient été ouverts durant les exercices précédents. Étant donné que ces points de passage sont à présent surveillés par les membres de la Police des Nations Unies qui sont déployés dans ces secteurs, il est proposé que ces sept personnes aident la composante police de la Force dans l'exécution de ses tâches.

### Composante 2 : composante militaire

19. La composante militaire de la Force continuera d'axer ses activités sur le maintien de la stabilité et sur l'instauration de conditions propices à un règlement politique global. À cet égard, le respect du cessez-le-feu et le maintien du calme dans la zone tampon, et tout particulièrement la prévention de la détérioration des conditions de sécurité qui risquerait de compromettre le processus politique, resteront des priorités. Pour atteindre ces objectifs, la Force continuera de se réunir régulièrement avec les interlocuteurs des deux parties afin d'échanger des informations et de régler les questions susceptibles d'être la source de désaccords et

désamorcer les risques de tension; elle continuera aussi de veiller à ce qu'une liaison militaire réelle soit assurée à tous les niveaux de commandement entre la Force et les forces en présence. Par ailleurs, la Force continuera de s'acquitter des tâches qui lui incombent en ce qui concerne le maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon en organisant des patrouilles motorisées et en appuyant les mesures de confiance telles que les opérations de déminage, l'apaisement des tensions entre les forces en présence et l'application équitable des règles régissant l'accès à la zone et son utilisation.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies	<p>2.1.1 Maintien du nombre de violations du cessez-le-feu à son minimum (2012/13 : 371; 2013/14 : 200; 2014/15 : 200)</p> <p>2.1.2 Augmentation du nombre d'activités civiles autorisées dans la zone tampon (2012/13 : 2 225; 2013/14 : 2 150; 2014/15 : 2 275)</p>

### *Produits*

- 73 832 jours-homme de patrouille motorisée, dont 69 160 jours-homme de patrouille effectués par les membres de la composante, 1 248 jours-homme de patrouille conjointe avec la Police des Nations Unies, 208 jours-homme de patrouille conjointe avec l'Équipe de secteur chargée des affaires civiles et 3 216 jours-homme de patrouille aérienne
- 6 552 jours-homme de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 1 456 dans le secteur 1, 2 600 dans le secteur 2 et 2 496 dans le secteur 4
- 10 220 jours-homme de service dans 6 camps, dont 3 285 dans le secteur 1 (camps Saint-Martin et Roca), 2 190 dans le secteur 2 (caserne Wolseley), 1 825 dans le secteur 4 (camps général Stefanik et Szent István) et 2 920 dans la zone protégée par les Nations Unies
- 10 950 jours-homme de service en poste d'observation permanent
- 365 jours-homme de service en poste d'observation de jour
- 23 725 jours-homme de protection des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 920 dans le secteur 1 (camps Saint-Martin et Roca), 2 920 dans le secteur 2 (caserne Wolseley), 4 380 dans le secteur 4 (camps général Stefanik et Szent István) et 13 505 dans la zone protégée par les Nations Unies
- 1 320 heures de patrouille et d'appui aériens (110 heures de vol × 12 mois au maximum) sur toute la longueur de la zone tampon
- 6 068 contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence à tous les niveaux sur les questions concernant la zone tampon, dont 1 688 au quartier général de la Force et 4 380 au niveau des secteurs
- 52 560 jours-homme d'intervention de sections de réaction rapide de réserve, dont 17 520 en position d'astreinte à 2 heures de préavis, 9 855 en position d'astreinte à 30 minutes, 18 250 pour la Réserve mobile en position d'astreinte à 2 heures, 2 190 jours-homme d'intervention rapide, 1 095 pour les patrouilles hélicoptères en position d'astreinte à 30 minutes et 3 650 jours-homme de patrouille de police militaire
- Surveillance quotidienne de la zone tampon par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne

- 
- Facteurs externes* : Les forces en présence coopèrent.

Tableau 3

**Ressources humaines : composante 2 (composante militaire)**

Catégorie							Total	
I. Contingents								
Effectif approuvé 2013/14							834	
Effectif proposé 2014/15							834	
Variation nette							—	
	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national	
II. Personnel civil	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		Total
Bureau du commandant de la Force								
Postes approuvés 2013/14	—	1	—	—	1	2	2	4
Postes proposés 2014/15	—	1	—	—	1	2	2	4
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—
Total (I et II)								
Effectif approuvé 2013/14							838	
Effectif proposé 2014/15							838	
Variation nette							—	

### Composante 3 : Police des Nations Unies

20. Le mandat de la composante police de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est fondé sur l'application du paragraphe 5 de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité. Cette composante continuera de se concentrer sur la promotion de la confiance entre les deux communautés et sur les activités touchant l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles. Elle renforcera aussi son appui aux autres composantes en intensifiant ses patrouilles et continuera de mettre à profit ses relations avec la police et autres autorités compétentes et avec des organisations non gouvernementales des deux parties pour définir des stratégies plus efficaces de lutte contre la criminalité et pour faciliter, au besoin, les enquêtes sur les infractions commises dans la zone tampon. Elle continuera à chercher de nouvelles façons de promouvoir la coopération entre les autorités de police des deux

parties dans les affaires criminelles touchant les deux communautés, d'appuyer les missions de bons offices du Secrétaire général concernant l'application des mesures de confiance et de fournir une assistance technique au Comité technique chargé de la criminalité et des questions pénales et à la salle de communication mixte. Elle continuera aussi de contribuer au fonctionnement du point de passage de Limnitis/Yeşilirmak.

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
3.1 Renforcement du maintien de l'ordre dans la zone tampon	3.1.1 Baisse du nombre d'incidents ou de violations grâce au renforcement des mesures de prévention et de la coopération avec les services de police respectifs et d'autres entités chargées du maintien de l'ordre (2012/13 : 182; 2013/14 : 170; 2014/15 : 165)

#### Produits

- 5 840 jours-homme de patrouille de la Police des Nations Unies
- 3 900 jours-homme d'assistance humanitaire de la Police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans le nord, aux Chypriotes turcs dans le sud et aux deux communautés dans la zone tampon
- 156 jours-homme de contribution de la Police des Nations Unies aux activités de liaison avec les autorités de police respectives des parties et d'autres entités chargées du maintien de l'ordre
- 728 jours-homme de contribution de la Police des Nations Unies à l'organisation d'escortes au point de passage de Limnitis/Yeşilirmak
- 96 jours-homme d'assistance technique de la Police des Nations Unies au comité technique chargé de la criminalité et des questions pénales
- 240 jours-homme de la Police des Nations Unies consacrés aux activités de liaison et de surveillance pour la salle de communication mixte

*Facteurs externes* : Les autorités de police des deux parties coopèrent.

Tableau 4  
**Ressources humaines : composante 3 (Police des Nations Unies)**

Catégorie	Total
<i>I. Contingents</i>	–
<i>II. Police des Nations Unies</i>	
Effectif approuvé 2013/14	62
Effectif proposé 2014/15	69
<b>Variation nette</b>	<b>7</b>

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national	Total
III. Personnel civil	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel	
Bureau du Conseiller principal pour les questions de police							
Postes approuvés 2013/14	—	—	1	—	—	1	2
Postes proposés 2014/15	—	—	1	—	—	1	2
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—
Total (I à III)							
Effectif approuvé 2013/14	—	—	—	—	—	—	64
Effectif proposé 2014/15	—	—	—	—	—	—	71
Variation nette	—	—	—	—	—	—	7

21. Comme expliqué au paragraphe 18, il est proposé que les sept membres de la Police des Nations Unies qui relevaient de la composante affaires politiques et affaires civiles soient affectés à la composante 3 (Police des Nations Unies) afin de l'aider dans l'exécution de ses tâches.

#### **Composante 4 : appui**

22. Pendant l'exercice 2014/15, la composante appui aidera la Force à s'acquitter de son mandat en exécutant les produits qui s'y rapportent, en améliorant ses services et en réalisant des gains d'efficacité. Elle fournira un appui à 860 militaires, 69 membres de la Police des Nations Unies et 150 membres du personnel civil. Cet appui englobera tous les types de services, y compris l'exécution de programmes sur le VIH/sida, l'administration du personnel, les services financiers, les soins de santé, l'amélioration des conditions d'hébergement des troupes, les services informatiques et les communications, les transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et de reconstitution des stocks, et les services de sécurité pour l'ensemble de la Force.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.1 Fourniture à la Force d'un appui efficace et rationnel dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité	4.1.1 Inventaire physique de 100 % des biens durables de la mission avant le 30 juin 2015 (2012/13 : 100 %; 2013/14 : 100 %; 2014/15 : 100 %)
	4.1.2 Réalisation de 100 % des objectifs par rapport aux valeurs de référence fixées dans les indicateurs de réalisation retenus pour la gestion du matériel
	4.1.3 Réduction du nombre d'accidents de la circulation (2012/13 : 3 par mois; 2013/14 : 4 par mois; 2014/15 : 3 par mois)
	4.1.4 Augmentation du pourcentage des déchets recyclés (2012/13 : 4 %; 2013/14 : 10 %; 2014/15 : 15 %)

## *Produits*

### **Amélioration des services**

- Mise en service d'un système efficace de suivi et de localisation en temps réel des véhicules de patrouille au moyen de radios à ultra-haute fréquence (UHF) munies du GPS
- Lancement de campagnes d'information trimestrielles visant à sensibiliser les utilisateurs finals à la nécessité constante de conserver l'énergie et à solliciter leurs réactions en vue de l'amélioration des mesures de conservation

### **Contingents, police et personnel civil**

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 860 membres des contingents et 69 policiers
- Vérification, surveillance et inspection du matériel appartenant aux contingents et relevant du soutien logistique autonome pour 812 membres des contingents (à l'exclusion des officiers d'état-major)
- Fourniture et entreposage de rations pour 812 membres des contingents (à l'exclusion des officiers d'état-major) et de rations de combat et d'eau en bouteille pour 860 membres des contingents (y compris les officiers d'état-major) dans 5 postes militaires
- Administration de 150 civils, dont 37 recrutés sur le plan international et 113 recrutés sur le plan national
- Programme de déontologie et de discipline destiné à l'ensemble du personnel militaire, du personnel de police et du personnel civil (formation, prévention, surveillance et recommandation de mesures correctives en cas de conduite répréhensible)
- Application des procédures de la Commission d'enquête conformément aux directives du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

### **Installations et infrastructures**

- Remise en état et entretien de 17 postes militaires et de police et de 8 locaux de la Police des Nations Unies, y compris 2 900 interventions en réponse à des demandes de services
- Rénovation de 10 postes d'observation
- Services d'assainissement pour tous les locaux, y compris l'évacuation des eaux usées et la collecte, l'élimination et le recyclage des déchets
- Exploitation et entretien de 6 stations de purification de l'eau appartenant à l'ONU dans 3 sites
- Exploitation et entretien de 91 groupes électrogènes appartenant à l'ONU dans 25 sites
- Exploitation et entretien de 12 conteneurs frigorifiques et de 14 congélateurs chambres
- Entretien et réfection de 75 km de routes et de 1 pont
- Entretien de 17 hélistations
- Construction de 3 blocs sanitaires en dur
- Fourniture de 127 000 litres de diesel pour les groupes électrogènes et de 210 000 litres de fioul domestique
- Assistance technique et entretien de 11 systèmes d'alimentation en énergie renouvelable

### **Transports terrestres**

- Exploitation et entretien de 308 véhicules, dont 10 véhicules blindés, au quartier général de la Force (166 véhicules appartenant à l'ONU, 39 aux contingents et 103 véhicules de location)



- Poursuite du programme de sécurité routière et d'évaluation des aptitudes à la conduite pour tout le personnel des Nations Unies
- Fourniture de 44 000 litres d'essence et de 886 000 litres de diesel

### **Transports aériens**

- Exploitation et entretien de 3 hélicoptères (dont 1 de réserve fourni à titre gracieux pour remplacer l'un des 2 autres lors des opérations d'entretien ou en cas de panne)
- Fourniture de 244 760 litres de carburant d'aviation

### **Communications**

- Appui à l'exploitation et entretien de 1 ligne louée entre Chypre et Valence (Espagne) pour les opérations de téléphonie et de télécopie (sécurisées ou ordinaires), de 1 ligne louée entre Chypre et Beyrouth et 1 ligne louée entre Chypre et le camp de Ziouani (Israël)
- Appui à l'exploitation et entretien de 5 terminaux satellite pour réseau mondial à large bande (B-AN), 2 terminaux satellite portables Thuraya, 10 centraux téléphoniques, 32 liaisons hertziennes, 1 répéteur-émetteur à haute fréquence et 16 répéteurs-émetteurs à ultra-haute fréquence

### **Informatique**

- Appui à l'exploitation et entretien du réseau informatique, comprenant 15 serveurs, 105 clients légers, 300 ordinateurs de bureau, 61 ordinateurs portables, 98 imprimantes et 32 expéditeurs numériques sur 25 sites
- Assistance technique et maintenance du réseau sans fil

### **Services médicaux**

- Exploitation et entretien de 7 postes de premiers secours et de 6 installations médicales de niveau I (2 hôpitaux appartenant à des contingents et 4 structures médicales appartenant à l'ONU)
- Maintien d'un dispositif d'évacuation par voies terrestre et aérienne dans toute la zone de la mission pour l'ensemble du personnel des Nations Unies en poste à Chypre, avec 7 établissements médicaux externes sur 4 sites
- Exploitation et entretien d'installations nécessaires aux services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels pour le VIH/sida destinés à l'ensemble du personnel de la mission
- Programme d'information sur le VIH/sida, y compris formation initiale obligatoire pour tous les membres du personnel à leur entrée en fonctions, mise à jour des connaissances et éducation par les pairs, pour l'ensemble du personnel de la mission

### **Sécurité**

- Fourniture, 24 heures sur 24, au responsable désigné/chef de la mission, de conseils relatifs à la sécurité
- Établissement, actualisation et soumission de documents essentiels relatifs à la sécurité, notamment le plan de sécurité propre au pays, les évaluations des risques, les rapports sur les incidents survenus, les mises à jour et bilans relatifs à la sécurité et les rapports portant sur les opérations d'évacuation et de réception
- Coordination, le cas échéant, de la protection rapprochée offerte aux hauts responsables de la mission et aux personnalités en visite
- Contrôle, selon que de besoin, des conditions de sécurité aux domiciles du responsable désigné/chef de la mission et d'autres membres du personnel

- Initiation aux questions de sécurité et organisation d'exercices de lutte contre les incendies et d'évacuation en cas d'incendie pour tous les nouveaux membres du personnel
- Organisation de séances de sensibilisation aux questions de sécurité et d'information sur les plans d'urgence pour l'ensemble du personnel de la mission
- Mise en place d'un dispositif conforme au système de gestion de la sécurité propre aux Nations Unies et à même de garantir la sécurité de tous les membres du personnel et des personnes considérées comme étant à leur charge

*Facteurs externes* : Les fournisseurs et entrepreneurs sont en mesure de livrer les biens et services conformément aux contrats.

Tableau 5  
**Ressources humaines : composante 4 (Appui)**

Catégorie								Total
I. Contingents								
Effectif approuvé 2013/14								26
Effectif proposé 2014/15								26
Variation nette								–
	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national	
II. Personnel civil	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		Total
Section de la sécurité								
Postes approuvés 2013/14	–	–	1	–	1	2	3	5
Postes proposés 2014/15	–	–	1	–	1	2	3	5
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Division de l'appui à la mission								
Postes approuvés 2013/14	–	1	4	1	14	20	93	113
Postes proposés 2014/15	–	1	4	1	13	19	94	113
Variation nette	–	–	–	–	(1)	(1)	1	–
Total partiel, personnel civil								
Postes approuvés 2013/14	–	1	5	1	15	22	96	118
Postes proposés 2014/15	–	1	5	1	14	21	97	118
Variation nette	–	–	–	–	(1)	(1)	1	–
Total (I et II)								
Effectif approuvé 2013/14								144
Effectif proposé 2014/15								144
Variation nette								–

### Division de l'appui à la mission

*Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 1 poste*

*Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 1 poste*

23. Comme l'Assemblée générale avait demandé aux opérations de maintien de la paix de faire davantage appel au personnel recruté sur le plan national, la Force a réexaminé l'effectif et la composition de son personnel recruté sur le plan international. La Section des achats compte actuellement 8 postes (1 P-4, 1 poste d'agent du Service mobile et 6 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national). Il a été déterminé que les fonctions attachées au poste d'assistant aux achats (agent du Service mobile) peuvent parfaitement être exécutées par un agent recruté sur le plan national. Par conséquent, il est proposé de transformer ce poste occupé par un agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

## II. Ressources financières

### A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses <sup>a</sup> (2012/13) (1)	Montant alloué <sup>a</sup> (2013/14) (2)	Dépenses prévues (2014/15) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
<b>Militaires et personnel de police</b>					
Observateurs militaires	—	—	—	—	—
Contingents	20 222,4	21 054,0	20 158,3	(895,7)	(4,3)
Police des Nations Unies	2 533,7	2 757,5	2 899,9	142,4	5,2
Unités de police constituées	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>22 756,1</b>	<b>23 811,5</b>	<b>23 058,2</b>	<b>(753,3)</b>	<b>(3,2)</b>
<b>Personnel civil</b>					
Personnel recruté sur le plan international	6 278,7	6 615,5	6 741,2	125,7	1,9
Personnel recruté sur le plan national	8 081,8	8 040,1	8 669,9	629,8	7,8
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	105,2	192,0	192,0	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>14 465,7</b>	<b>14 847,6</b>	<b>15 603,1</b>	<b>755,5</b>	<b>5,1</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants	24,8	52,7	50,0	(2,7)	(5,1)
Voyages	217,0	339,2	276,0	(63,2)	(18,6)
Installations et infrastructures	8 518,1	9 018,9	8 884,4	(134,5)	(1,5)
Transports terrestres	3 455,2	2 766,4	2 889,0	122,6	4,4

Catégorie de dépenses	Dépenses <sup>a</sup> (2012/13)	Montant alloué <sup>a</sup> (2013/14)	Dépenses prévues (2014/15)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Transports aériens	1 952,1	2 350,8	2 631,5	280,7	11,9
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—	—
Communications	778,2	523,7	802,2	278,5	53,2
Informatique	1 137,1	713,1	1 035,4	322,3	45,2
Santé	421,7	332,2	342,3	10,1	3,0
Matériel spécial	—	25,2	24,2	(1,0)	(4,0)
Fournitures, services et matériel divers	367,2	594,7	528,3	(66,4)	(11,2)
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>16 871,4</b>	<b>16 716,9</b>	<b>17 463,3</b>	<b>746,4</b>	<b>4,5</b>
<b>Total brut</b>	<b>54 093,2</b>	<b>55 376,0</b>	<b>56 124,6</b>	<b>748,6</b>	<b>1,4</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	2 226,7	2 234,8	2 376,4	141,6	6,3
<b>Total net</b>	<b>51 866,5</b>	<b>53 141,2</b>	<b>53 748,2</b>	<b>607,0</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées) <sup>b</sup>	999,2	1 228,3	1 068,3	(160,0)	(13,0)
<b>Total</b>	<b>55 092,4</b>	<b>56 604,3</b>	<b>57 192,9</b>	<b>588,6</b>	<b>1,0</b>

<sup>a</sup> Réalignement des ressources au titre du personnel fourni par les gouvernements, de la catégorie dépenses opérationnelles à la catégorie personnel civil, et au titre du soutien logistique autonome du personnel en uniforme, de la catégorie dépenses opérationnelles à la catégorie militaires et personnel de police.

<sup>b</sup> Le montant des dépenses prévues pour l'exercice 2014/15 a été établi compte tenu du montant de 1 068 300 dollars versé par le Gouvernement chypriote.

## B. Contributions non budgétisées

24. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant prévu
Accord sur le statut des forces <sup>a</sup>	1 226,9
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
<b>Total</b>	<b>1 226,9</b>

<sup>a</sup> Valeur marchande, selon les estimations de la Force, du coût des postes d'observation des Nations Unies et des bureaux et logements mis gracieusement à la disposition des contingents et des unités de police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote, y compris le complexe du quartier général de la Force.

## C. Gains d'efficience

25. Les prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 tiennent compte des mesures d'efficience suivantes :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Relève du personnel militaire et de police	380,0	Amélioration de la planification et des dispositions relatives au transport des militaires
Informatique	18,3	Remplacement de 60 ordinateurs de bureau obsolètes par des clients légers d'infrastructure virtuelle
	—	
	—	
<b>Total</b>	<b>398,3</b>	

## D. Taux de vacance de postes

26. Les prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 ont été établies sur la base des taux de vacance de postes suivants :

(En pourcentage)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Taux effectif 2012/13</i>	<i>Taux budgétisé 2013/14</i>	<i>Projection 2014/15</i>
<b>Militaires et personnel de police</b>			
Contingents	(0,1)	1,0	1,0
Police des Nations Unies	4,3	2,0	3,0
<b>Personnel civil</b>			
Personnel recruté sur le plan international	—	3,0	2,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national		25,0	—
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	5,4	5,0	5,0

## E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

27. Les ressources nécessaires pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, calculées sur la base des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur (location avec services) et du soutien logistique autonome, s'élèvent à 1 427 200 dollars et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant prévu</i>		
<b>Matériel majeur</b>			
Contingents	1 247,9		
<b>Total partiel</b>	<b>1 247,9</b>		
<b>Soutien logistique autonome</b>			
Installations et infrastructures	179,3		
<b>Total partiel</b>	<b>179,3</b>		
<b>Total</b>	<b>1 427,2</b>		
<i>Facteurs applicables à la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la mission</b>			
Contraintes du milieu	—	—	—
Usage opérationnel intensif	—	—	—
Acte d'hostilité ou abandon forcé	—	—	—
<b>B. Facteurs applicables aux pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

## F. Formation

28. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Voyages	
Voyages au titre de la formation	49,0
Fournitures, services et matériel divers	
Honoraires, fournitures et services	15,0
<b>Total</b>	<b>64,0</b>

29. Le nombre de participants prévus pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Militaires et personnel de police</i>		
	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>	<i>Nombre effectif 2012/13</i>	<i>Nombre prévu 2013/14</i>	<i>Nombre proposé 2014/15</i>
Formation interne	30	9	13	112	6	21	26	–	–
Formation externe <sup>a</sup>	23	16	7	8	5	5	2	–	2
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>120</b>	<b>11</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>–</b>	<b>2</b>

<sup>a</sup> Comprend les cours de formation assurés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs, hors de la zone de la mission.

30. Le programme de formation pour l'exercice 2014/15, au titre duquel des crédits d'un montant de 64 000 dollars ont été demandés, vise à renforcer les compétences spécialisées et techniques des membres de la Force, grâce à différents programmes de formation interne et externe, dans le domaine de l'information et des relations publiques, de l'ingénierie, de l'approvisionnement, des achats, des communications et de l'informatique, de la sécurité, des finances, d'Inspira, des normes IPSAS et d'Umoja.

### III. Analyse des variations<sup>1</sup>

31. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I.B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	<i>Variation</i>	
<b>Contingents</b>	(895,7)	(4,3 %)

#### • Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés

32. La diminution des montants demandés s'explique principalement par : a) le fait qu'il n'est plus demandé de paiement supplémentaire aux pays fournisseurs de contingents, mesure qui avait été approuvée pour l'exercice 2013/14; et b) la diminution des dépenses prévues au titre des rations et de l'eau en bouteille, à la suite de l'exécution du nouveau contrat-cadre à compter d'avril 2013.

	<i>Variation</i>	
<b>Police des Nations Unies</b>	142,4	5,2 %

<sup>1</sup> Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

• **Facteur externe : fluctuation du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro**

33. La variation résulte principalement de l'application d'un taux de change de 0,725 euro pour 1 dollar des États-Unis au 31 décembre 2013, alors que le taux de change opérationnel appliqué pour le budget 2013/14 était de 0,770 euro pour 1 dollar.

	<i>Variation</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	125,7	1,9 %

• **Paramètres budgétaires : révision des barèmes des traitements du personnel recruté sur le plan international**

34. La hausse des crédits demandés s'explique essentiellement par la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan international, qui a pris effet en janvier 2014.

	<i>Variation</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	629,8	7,8 %

• **Facteur externe : fluctuation du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro**

35. La hausse des crédits demandés résulte principalement de l'application d'un taux de change de 0,725 euro pour 1 dollar des États-Unis au 31 décembre 2013, alors que le taux de change opérationnel appliqué pour le budget 2013/14 était de 0,770 euro pour 1 dollar.

	<i>Variation</i>	
<b>Voyages</b>	(63,2)	18,6%)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

36. La baisse des crédits demandés résulte principalement de l'application d'une politique de formation des formateurs et est en partie contrebalancée par l'affectation des coûts indirects liés aux activités d'assistance concernant Umoja sur le terrain. Des explications détaillées figureront dans le rapport du Secrétaire général sur l'aperçu du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

	<i>Variation</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(134,5)	(1,5 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

37. La diminution des crédits demandés tient principalement à la baisse des dépenses contractuelles engagées au titre des services de restauration, de nettoyage et d'entretien des lieux. Cette baisse est en partie contrebalancée par : a) le remplacement du matériel d'hébergement, qui n'est plus conforme aux normes de santé et de sécurité; b) la réfection de 10 miradors qui étaient fermés depuis l'exercice 2005/06; et c) l'achat de matériel de lutte contre les incendies et de



sécurité, d'installations en préfabriqué et de matériel de réfrigération, le but étant de remplacer le matériel obsolète ou endommagé.

	<i>Variation</i>	
<b>Transports terrestres</b>	122,6	4,4 %

• **Facteur externe : fluctuation du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro**

38. La variation résulte principalement de l'application d'un taux de change opérationnel de 0,725 euro pour 1 dollar des États-Unis au 31 décembre 2013, alors que le taux appliqué pour le budget 2013/14 était de 0,770 euro pour 1 dollar, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter le coût de la location de véhicules et les frais de réparation et d'entretien.

	<i>Variation</i>	
<b>Transports aériens</b>	280,7	11,9 %

• **Facteurs externes : modification des lettres d'attribution**

39. L'augmentation des montants demandés s'explique principalement par la modification des lettres d'attribution passées entre l'ONU et un pays fournisseur de contingents.

	<i>Variation</i>	
<b>Communications</b>	278,5	53,2 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés**

40. La hausse des crédits demandés s'explique principalement par : a) l'affectation des coûts indirects liés aux activités d'assistance concernant Umoja et d'autres systèmes informatiques sur le terrain (des explications détaillées figureront dans le rapport du Secrétaire général sur l'aperçu du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies); et b) le remplacement du matériel de communications endommagé ou obsolète ou dont la durée de vie économique est dépassée.

	<i>Variation</i>	
<b>Informatique</b>	322,3	45,2 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés**

41. La hausse des crédits demandés est principalement due : a) à l'affectation des coûts indirects liés aux activités d'assistance concernant Umoja et d'autres systèmes informatiques sur le terrain (des explications détaillées figureront dans le rapport du Secrétaire général sur l'aperçu du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies); et b) au remplacement du matériel endommagé ou obsolète ou dont la durée de vie économique est dépassée, dans le but en particulier de satisfaire aux exigences liées à l'application d'Umoja et d'Inspira.

#### **IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

42. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Force portent sur les points suivants :

a) Ouverture d'un crédit de 56 124 600 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, dont 24 416 067 dollars financés au moyen des contributions volontaires versées par les Gouvernements chypriote (17 916 067 dollars) et grec (6,5 millions de dollars);

b) Mise en recouvrement du montant de 31 708 533 dollars, qui correspond au solde du crédit dont l'ouverture est demandée à l'alinéa a) ci-dessus, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Force, à raison de 2 642 377 dollars par mois.

## Annexe I

### Définitions

#### A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport) :

- **Création de poste** : Proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes;
- **Réaffectation de poste** : Proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe;
- **Transfert de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau;
- **Reclassement ou déclassement de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées;
- **Suppression de poste** : Proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la mission;
- **Transformation de poste** : Plusieurs cas de figure sont possibles :
  - Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu;
  - Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

#### B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

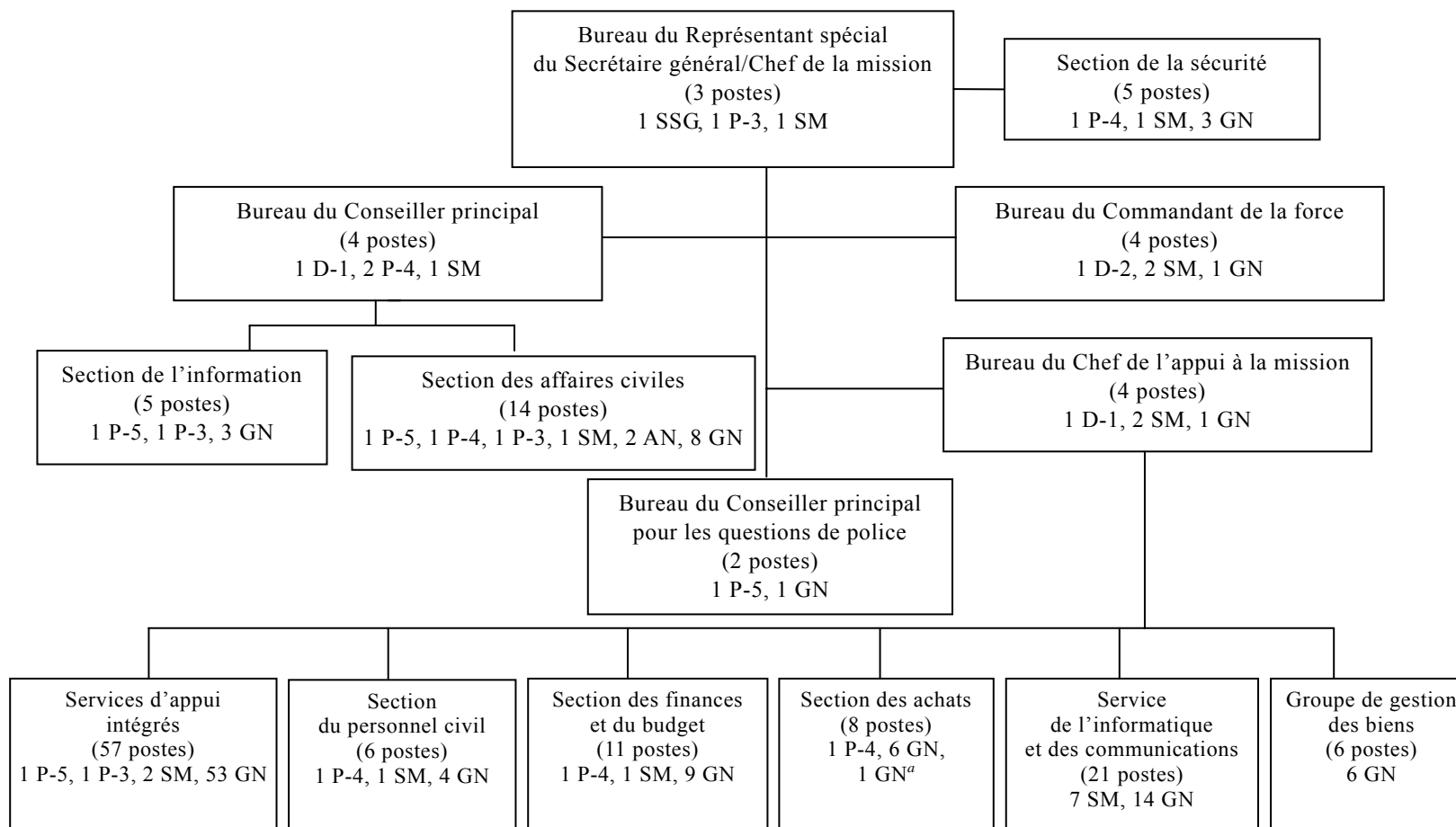
- **Mandat** : Variations liées à la modification de la portée ou de la nature du mandat, ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat;
- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation;

- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation;
- **Gestion** : Variations dues à des décisions de gestion destinées à permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple, révision des priorités ou ajout de produits) ou d'efficience (par exemple, réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits, sans incidence sur les produits), ou liées à des problèmes apparus au stade de l'exécution (par exemple, sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits, ou retards dans le recrutement).

## Annexe II

### Organigrammes<sup>a</sup>

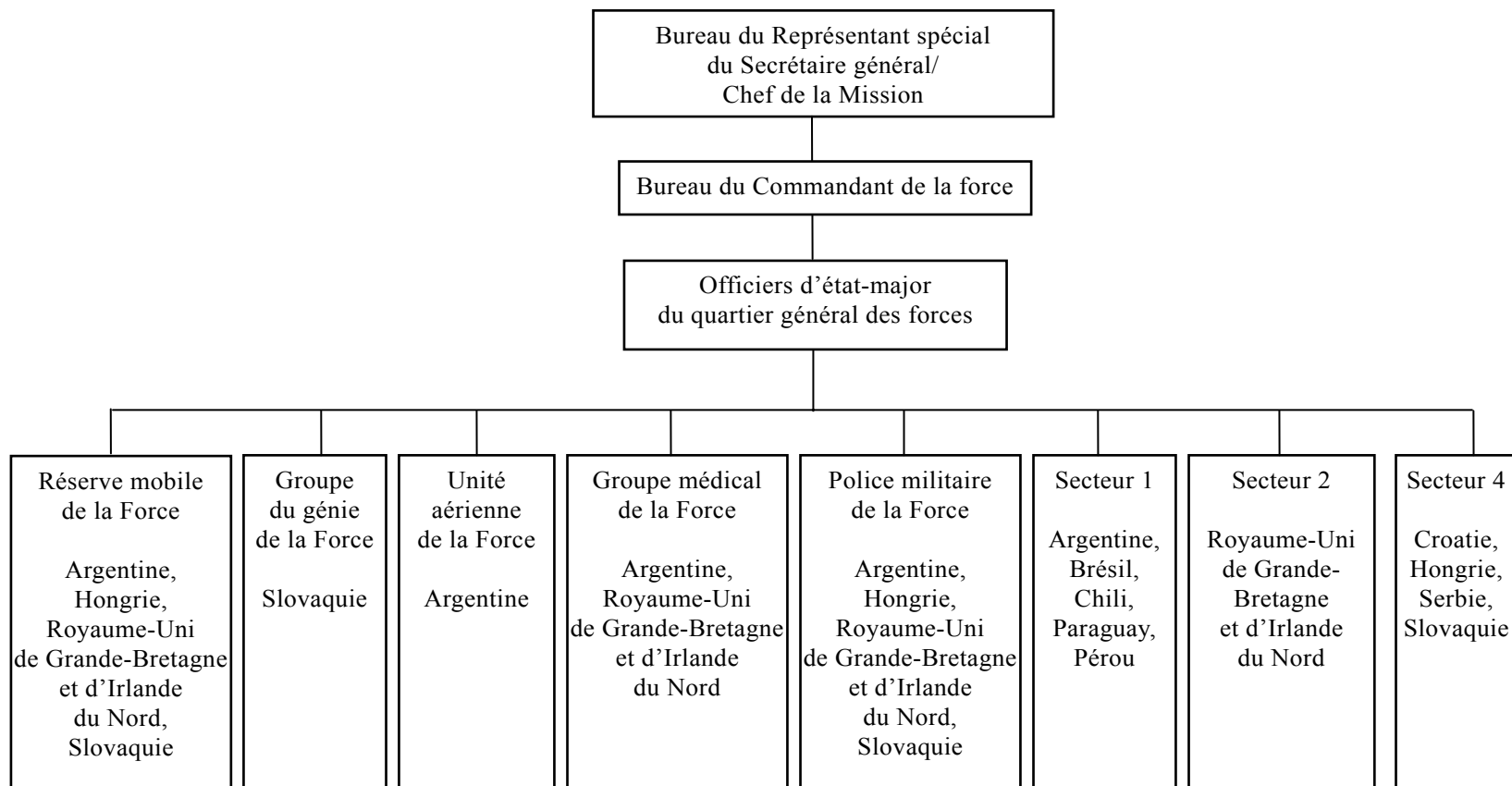
#### A. Services organiques et administratifs



*Abréviations* : SSG : sous-secrétaire général, D : directeur; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; P : administrateur; SM : agent du service mobile, AN : administrateur recruté sur le plan national.

<sup>a</sup> Poste transformé.

## B. Composante militaire



Map No. 2930 Rev. 83 UNITED NATIONS  
January 2014

